

DECRET N° 99-360 DU 29 JUILLET 1999

Portant admission à la retraite
proportionnelle d'un (01)
officier supérieur des Forces Armées
Béninoises pour convenances
personnelles.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- VU la Loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin ;
- VU la Loi n° 90-016 du 18 juin 1990 portant création des Forces Armées Béninoises ;
- VU la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981, portant Statut Général des Personnels Militaires des Forces Armées Béninoises et les Lois n° 88-006 du 26 avril 1988, et 98-012 du 25 février 1998 qui l'ont modifiées et complétées ;
- VU la Loi n° 86-014 du 26 septembre 1986, portant Code des Pensions Civiles et Militaires de Retraite ;
- VU la Proclamation le 1er avril 1996 par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 mars 1996 ;
- VU le Décret n° 99-309 du 22 juin 1999 portant composition du Gouvernement
- VU le Décret 80-34 du 11 février 1980, portant débloqué total et définitif des avantages financiers correspondant aux avancements des agents permanents de l'Etat et des personnels militaires des Forces Armées Béninoises pour compter du 1^{er} janvier 1980 ;
- VU le Décret n° 97-143 du 25 mars 1997 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Défense Nationale ;

Sur proposition du Ministre délégué auprès du Président de la République,
chargé de la Défense Nationale.

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 21 juillet 1999 ;

DECRETE

Article 1er : Conformément à l'article 49 de la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981 portant statut général des personnels militaires des forces armées populaires du Bénin et de l'article 21 de la Loi n° 86-014 du 26 septembre 1986 portant Code des pensions civiles et militaires de retraite, le Chef de bataillon KIDJO Euloge, incorporé dans les forces armées le 1^{er} décembre 1974 et qui a accompli vingt cinq (25) ans de services effectifs, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite proportionnelle pour compter du 1^{er} janvier 2000 pour convenances personnelles.

Article 2 : En attendant la liquidation de sa pension, un acompte pourra lui être versé à la fin du mois suivant sa cessation d'activité, dès la production de son dossier de pension.

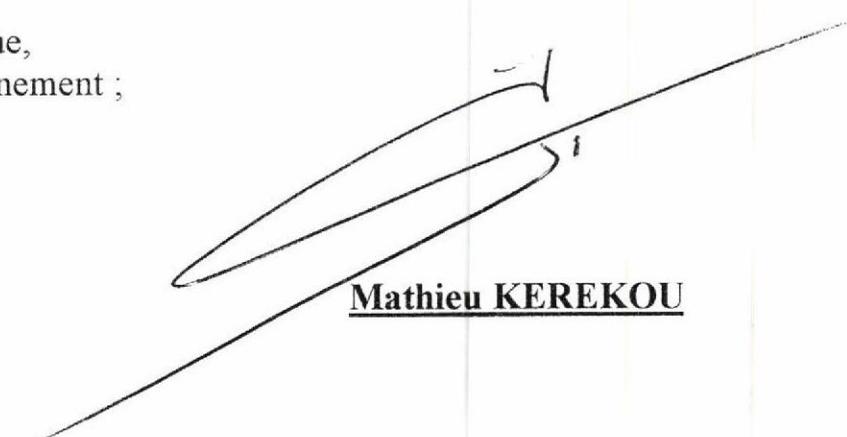
Article 3 : La liquidation de la pension de l'intéressé se fera sur la base du plafond de l'indice réel du grade détenu conformément aux dispositions du Décret n° 80-34 du 11 février 1980 susvisé.

Article 4 : Il lui sera délivré une feuille de déplacement et son transport sera assuré par l'Etat.

Article 5 : Le Ministre Délégué auprès du Président de la République, chargé de la Défense Nationale et le Ministre des Finances et de l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent Décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Fait à Cotonou, le 29 Juillet 1999

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement ;



Mathieu KEREKOU

Le Ministre d'Etat, Chargé de la Coordination
de l'Action Gouvernementale, du Plan, du
Développement et de la Promotion de l'Emploi,



Bruno AMOUSSOU.-

Le Ministre Délégué auprès du Président
de la République, Chargé de la Défense
Nationale,



Pierre OSHO.-

Le Ministre des Finances
et de l'Economie,



Abdoulaye BIO-TCHANE.-

Ampliations : PR 6 AN 2 CAB-MIL 2 CS 2 CC 2 CES 2 MFE 2 SGG 4 Autres
Ministères 18 IGE 2 DEP 2 INSAE 2 DSI 2 DSPM 2 CF 2 DGBM 2 DGTCP2
DSDV 2 EMA 4 DGGN 2 JORB 1 CNRM 2 DSSA 2 MDN 6 FA 4 FN 2
CEMAT2 Intéressé 3 A/C 4.-